

Après Commercy (1/2). Dynamique de groupe et économie politique des «gilets jaunes»

Après sa participation au Mediapart Live à Commercy, Stathis Kouvélakis, professeur en théorie politique et militant de la gauche radicale grecque, a retravaillé son analyse du mouvement des «gilets jaunes». Il livre ici le résultat d'une mise à l'épreuve de ses premières hypothèses.

Stathis Kouvélakis chercheur en philosophie politique Abonné·e de Mediapart Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Grâce à une généreuse proposition de Mediapart, j'ai eu l'occasion de me rendre à Commercy le 30 janvier pour participer à [un débat avec les animateurs locaux](#) des Gilets Jaunes (GJ), suite à l'« assemblée des assemblées » qui s'y est tenue le week-end des 26 et 27 janvier, à l'initiative du groupe commerçien des GJ[1]. **Cette expérience, malgré sa brièveté, m'a permis de mettre à l'épreuve quelques-unes des hypothèses que j'avais formulées dans un texte publié sur le site de la revue *Contretemps*[2].** J'ai ainsi été amené à émettre quelques hypothèses supplémentaires, qui modifient en partie ma grille d'interprétation du mouvement et feront l'objet des développements qui suivent. Elles portent sur deux aspects, qui touchent à l'expérience subjective du mouvement des GJ en matière d'organisation et aux questions stratégiques que posent ses revendications sociales et politiques. Le premier se rapporte à la dynamique interne du groupe commerçien et à la constitution d'une forme de coordination au niveau national telle qu'elle a été tentée au moyen de l'« assemblée des assemblées ». Le second touche à la façon dont le mouvement pose la question du rapport entre économie et politique, plus exactement à la manière dont il aborde les revendications économiques qui sont au cœur de son action au moyen d'une grille essentiellement politique – centrée sur le rôle de l'Etat dans la reproduction sociale et la remise en cause du système institutionnel politique.

Une analyse plus approfondie de ces deux aspects m'est apparue nécessaire pour dépasser ce que je ressens à présent comme une limite de mon texte antérieur (limite qu'il partage avec bon nombre d'autres interprétations), i.e. la tendance à mettre l'accent sur ce que ce mouvement *n'est pas* (pas un mouvement social de type « classique », et, en particulier, pas un mouvement qui s'inscrit dans la continuité des luttes ouvrières) plutôt que pour ce qu'il est, même si cet « être » n'a rien d'une essence immuable et dépourvue de contradictions. **Le risque des analyses « négatives » réside dans leur dimension normative** (d'autant plus insidieuse qu'elle est implicite), **qui conduit soit au rejet, soit, à l'inverse, à l'idéalisation de l'objet en question.** Les remarques qui suivent se veulent à la fois une tentative d'analyse de la subjectivité du mouvement et une mise en perspective qui vise à en dégager les lignes de force et les contradictions internes, donc aussi les limites et les apories.

Chaque mouvement social d'importance nous invite, en effet, à réfléchir à la fois sur son expérience propre, en particulier dans ce qu'elle peut d'irréductible et d'inédit, mais aussi sur la façon dont il interagit avec les données « objectives » de la situation : les institutions, les forces sociales et politiques en présence, les formations idéologiques et les discours. Il convient donc d'interroger à la fois les pratiques et les représentations que le mouvement produit, les buts qu'il se donne et la manière dont ses effets se rapportent au contexte d'ensemble. Pour le dire autrement, l'analyse d'un mouvement se doit d'inclure celle de sa capacité à transformer les rapports de force d'une conjoncture, à produire des résultats qui s'inscrivent dans son objectivité. C'est donc à une tentative de réflexion *stratégique* que nous nous efforcerons de procéder, persuadés que, comme Daniel Bensaid ne cessait de le rappeler, l'une des principales faiblesses des forces d'émancipation au cours des dernières décennies réside dans l'« *éclipse de la raison stratégique* » au profit d'approches qui oscillent entre le culte de l'immédiateté et la fuite vers une utopie abstraite (lire son *Éloge de la politique profane* [Paris, Albin Michel, 2008, p. 44-51].

J'aurai pour cela recours à une analogie historique qui, nonobstant les limites inhérentes à ce type d'exercice, m'est apparue apte à éclairer les modalités à travers lesquelles les GJ articulent les questions socio-économiques à un cadre de pensée essentiellement politique, qui cible l'État et les

instances du pouvoir plutôt que le capital et la sphère de la production. Référence sera donc faite au mouvement chartiste qui a ébranlé l'Angleterre des années 1830-40 autour de la revendication du suffrage « universel » masculin et de la réforme du système représentatif. Moment fondateur des mouvements populaires modernes, né sur le terrain d'une société déjà fortement industrialisée, **le chartisme s'est appuyé sur une sorte d'« économie politique populaire » qui abordait les questions socio-économiques sous un angle primordialement politique**, l'objectif premier du mouvement étant de combattre l'exclusion institutionnalisée des classes populaires dans un système représentatif libéral dominé par les couches propriétaires et verrouillé par le vote censitaire. **Cette analogie permettra d'« ouvrir » le champ d'analyse du mouvement des GJ** et, sans les exclure, d'aller au-delà des approches en termes de « populisme » ou des analogies historiques avec des mouvements populaires prémodernes. Sera alors abordée la question des formes sous lesquelles le mouvement actuel permet de poser le problème de la lutte contre la « dé-démocratisation » impulsée par le capitalisme néolibéral et que sa crise ne fait qu'accélérer.

Pourquoi Commercy ?



Action des GJ de Commercy, 17 novembre 2018 © facebook.com/Laquonvive/

Le contact avec les GJ de Commercy conforte, au premier abord, la perception d'un groupe partageant les principales constantes du mouvement des GJ : une composition à forte prédominance des classes populaires, ouvrier.e.s et employé.e.s, et en particulier des couches les plus précarisées, incluant une fraction, minoritaire mais significative, d'indépendants, de retraités et de salarié.e.s de la (petite) fonction publique ; un sens du collectif très développé, qui émane d'un groupe très soudé, formé de personnes ayant appris à se connaître tout au long d'un mouvement qui dure depuis déjà près de trois mois et partageant le plaisir d'être et d'agir ensemble ; enfin, des revendications qui sont conformes à celles qui émergent dans la plupart des groupes (« taxes », justice sociale et fiscale, RIC) – même si une tonalité plus « sociale » semble se dégager.

À l'image du groupe, le lieu lui-même – une ville de 5600 habitant.e.s (plus de 7000 jusqu'au milieu des années 1970), marquée par un passé industriel et militaire et, à l'instar de l'Est de la France, frappée de plein fouet par la désindustrialisation – ne semble pas, à première vue, présenter de fortes spécificités au niveau politique. Longtemps tenue par le PS, la mairie est passée à droite en 2014 ; les candidats PS (y compris François Hollande) y ont longtemps fait des scores supérieurs à la moyenne nationale, tout comme l'extrême-droite, mais, là encore, on ne relève rien de bien distinctif par rapport à d'autres communes de la région – et au-delà.

Comment expliquer dès lors que c'est précisément de ce lieu, une petite ville lorraine sans traditions politiques ou militantes particulières, qu'est partie une initiative d'ambition nationale telle que le projet d'une « assemblée des assemblées » des groupes GJ ? Un projet qui, soulignons-le, n'est pas resté au niveau des intentions et dont la première concrétisation fut l'assemblée qui rassembla à la fin du mois de janvier environ soixante-dix délégations de groupes GJ disséminés dans l'ensemble du territoire dans la commune voisine de Sorcy-Saint-Martin.

L'évolution de la spatialisation de l'action du groupe commerzien fournit un premier élément de réponse. L'occupation d'un rond-point, lieu emblématique du mouvement des GJ, n'a en effet duré que quelques jours. Le groupe s'est rapidement déplacé en centre-ville, et construit une « cabane », également nommé « chalet de la solidarité », sur la place Charles de Gaulle, espace de forte centralité urbaine qui concentre plusieurs activités importantes de la vie locale (marché hebdomadaire, commerces, maison de la musique, cafés). C'est également un lieu de passage routier important. Ce choix est significatif à plusieurs égards : il traduit une volonté de visibilité dans l'espace public, susceptible de faciliter les prises de contacts, les manifestations de solidarité concrète (notamment de la part des commerçants) et les actions collectives. La taille de la ville y contribue, certes, mais la recherche de l'accessibilité maximale (y compris pour des habitants ne disposant pas de véhicule ou ne pouvant marcher sur de longues distances) correspond à ce qui s'est d'emblée présenté comme l'objectif central du groupe (et un outil pour sa constitution) : la facilitation de la présence physique, et donc la participation aux diverses activités, et avant tout à l'assemblée générale quotidienne. La spatialité paraît ainsi étroitement liée à un mode de fonctionnement délibérément recherché et orienté, nous y reviendrons, vers la participation et la construction de pratiques de démocratie « directe ».

La « cabane » de Commercy peut ainsi être considérée comme une transposition, à échelle réduite, de la logique spatiale d'« occupation » de lieu qui fut celle des mouvements de l'année 2011, mais aussi, plus récemment, de Nuit Debout. À ceci près que, contrairement au « citoyennisme » qui a marqué cette dernière expérience, l'aspect « agora » n'est pas un but autosuffisant, même si la tentation d'aller dans ce sens est incontestablement présente, mais à la fois un but et un moyen pour faire avancer un ensemble de revendications[1]. L'usage des réseaux sociaux par le groupe, tel que nous avons pu le comprendre, doit également être appréhendé comme une conséquence de cette spatialisation. Décisifs pour les contacts avec l'extérieur, et en particulier pour le projet de l'« assemblée des assemblées », les pages Facebook jouent un rôle secondaire pour la vie interne du groupe et la mise en place de ses activités quotidiennes – qui constituent l'essentiel de son action. Dans ces conditions, il n'est nullement étonnant que la perspective de la perte de ce lieu, la démolition de la « cabane » étant désormais l'objectif déclaré du maire, soit ressentie comme une menace sérieuse pour la poursuite de l'action, même si, lors de l'AG où nous étions présents qui longuement discuté ce point, les participants étaient confiants quant à la capacité du groupe de survivre à son éventuel déplacement vers un autre lieu.

Ce qui singularise donc ce groupe c'est donc son mode de structuration et de fonctionnement, d'emblée conçu et mis en œuvre au service d'un projet bien déterminé, orienté vers les idées d'auto-organisation, de démocratie « directe » et d'élargissement de la participation. La longue pratique d'assemblées générales, quotidiennes et souveraines, qui combinent recherche du consensus et recours (très fréquent) au vote, a donné corps, au sens propre, à ces idées. Le « processus d'apprentissage », pour reprendre l'expression de Raphaël Challier – qui mène une enquête sur des groupes lorrains de GJ[2] – qui en a résulté a permis la diffusion de la prise de parole et de l'implication dans l'action

collective de personnes de milieux populaires, entièrement novices, pour la plupart, en la matière et lourdement désavantagées en termes de ressources susceptibles de se transformer en « capital militant ». **Les témoignages recueillis attestent ainsi d'un processus de politisation populaire**, qui s'est déployé au fur et à mesure de l'évolution du mouvement à l'échelle nationale, et, en particulier, de son affrontement avec le pouvoir politique et les forces de répression. Parti d'une revendication portant sur la taxe sur les carburants, les objectifs se sont, comme partout ailleurs, progressivement élargis, allant de questions politico-institutionnelles (RIC, démission de Macron, diverses propositions de changement institutionnel) jusqu'aux revendications de justice fiscale et sociale.

Recoupant une tendance plus largement observée, les participants commerciaux ont notamment mis l'accent sur le dépassement des attitudes ou des propos racistes et stigmatisants (ciblant en particulier les « cas soc' ») qui ont pu être entendus, essentiellement au début du mouvement. De tels discours ou attitudes ont été délégitimés « en douceur », par la discussion et, plus généralement, par l'expérience partagée de la vie et de l'action collectives. Par ailleurs, le groupe semble également conscient du fait que le processus de politisation n'en est qu'à ses débuts et que des questions jusqu'ici peu abordées vont l'être davantage – le rôle du pouvoir patronal, du fait notamment des discussions lancées par l'appel à la grève du 5 février –, dont certaines sont d'emblée perçues comme potentiellement clivantes (l'Union Européenne en particulier).

Une fois cette évolution retracée, la question du « pourquoi Commercy ? » se pose toutefois à nouveaux frais. Une réponse plus précise suppose de repérer les éléments qui, au sein même du groupe, ont impulsé la dynamique qui a conduit au lancement de l'« assemblée des assemblées ». Il nous est, en effet, apparu **que ce qui singularise le groupe commercial est l'expérience d'une « rencontre réussie » – comme dans une histoire d'amour – entre des individus disposant de « capitaux » déjà constitués ou de « prédispositions » militantes**, acquise via des cursus d'études et/ou la participation à des formes structurées d'action collective, **et des « novices », appartenant pour l'essentiel aux catégories populaires** évoquées ci-dessus.

Le premier sous-groupe est constitué par des acteurs politiques, des figures parfois connues localement, en général issues de la gauche radicale et libertaire. Un ancien militant du NPA, acteur de longue date de la politique locale et pilier central du groupe GJ, un ancien conseiller municipal, journaliste retraité de l'AFP et ancien candidat EELV, un ancien membre du RPR, cadre à la retraite se définissant comme « gaulliste social » et professant toujours de l'estime pour Philippe Seguin, côtoient des jeunes activistes en lutte contre le projet d'enfouissement des déchets à Bure (à une quarantaine de kilomètres de Commercy), un éducateur spécialisé ou un jeune fonctionnaire ayant étudié en Suisse et s'y étant familiarisé avec les pratiques de démocratie « directe » : ces individus politisés, plutôt des hommes, jouent à l'évidence un rôle d'impulsion et d'encadrement, informel mais effectif, de l'action collective. S'ils sont vigilants à ne pas la monopoliser, ils prennent la parole plus souvent, et à des moments plus significatifs que les autres participants.e.s. Ce sont eux également qui sont, pour l'essentiel, en charge de l'activité sur les réseaux sociaux, et, plus généralement, des tâches d'écriture ainsi que des contacts avec l'extérieur. Ils assument de fait une fonction de porte-parolat, qui s'est notamment manifestée par leur rôle dans la préparation et le déroulement de l'« assemblée des assemblées » de janvier. Il y a donc bien une division des tâches, certes informelle mais néanmoins effective – comme dans tout groupe constitué et dont l'activité s'inscrit dans la durée.

Certaines de ces personnes font partie de l'association « Là qu'on vive », basée à Commercy et fondée en octobre 2017. Sans être en tant que telle à l'origine du mouvement – un point sur lequel les membres du sous-groupes insistent tout particulièrement, afin de dissiper tout soupçon de manipulation –, cette structure a incontestablement préparé le terrain à l'auto-organisation et la démocratie « directe » mises en œuvre au sein du groupe GJ et à travers l'initiative de l'« assemblée des assemblées ». Son « objectif », selon le texte de présentation disponible sur sa page Facebook, est d'« *ouvrir un espace dans notre ville où toute personne est libre de venir sans se sentir jugée pour sa classe sociale, ses origines, ou son genre ; un espace où on peut de nouveau se rencontrer, discuter*

ensemble, apprendre à se connaître, et surtout : réapprendre à faire ensemble, en partageant savoirs et savoirs-faire, sans qu'il n'y ait de cheffe.s »[3].

S'inspirant du « municipalisme libertaire » prôné par Murray Bookchin et de l'expérience kurde du Rojava, qui se veut son application concrète, sa vision politique peut être résumée par cet extrait d'un article publié sur le site *Autre futur*, animé par les militants du syndicat de la communication et de la culture de la CNT et repris sur la page Facebook de l'association : « *Constituer des comités locaux qui s'organisent selon les principes de la démocratie directe : assemblée générale souveraine, mandat impératif et révocable à tout moment, rotation des responsabilités. Ces communes autonomes, conseils municipaux parallèles, porteront la revendication populaire, égalitaire, sociale et écologique. Si elle n'est pas satisfaite, ils tenteront de la mettre en œuvre sans se préoccuper de la représentation légale, quitte à s'affronter au maire et au préfet, à renvoyer le député dans son bocal. Jour après jour, se pensera, pacifiquement, la société émancipée, la société libérée de la domination, de toutes les dominations. Autant que nécessaire, les communes libres se fédéreront pour partager leur expérience, leur réflexion, prendre en main la gestion des biens communs (écoles, transports, santé, environnement...). Ainsi, l'État, progressivement, sera marginalisé, ses pouvoirs rognés au point de le rendre inutile, jusqu'au jour où il suffira de pousser une dernière fois la pyramide de l'ordre autoritaire pour qu'elle s'écroule. Ce sera long et difficile, mais possible »[4].*

La diffusion de ces idées est au cœur des activités foisonnantes de l'association, qui, au cours des deux derniers mois a programmé pas moins d'une douzaine de manifestations, qui vont de la « soirée raclette » à la projection de films (par exemple *Pride*, de Mattheuw Warcus, sur la solidarité entre des militants LGBT et les mineurs britannique lors de la grande grève de 1985-1985) et d'une « Nuit des femmes », ou d'une réunion sur les enjeux écologiques de la voiture électrique à des thématiques plus directement politiques, comme le débat sur le « municipalisme libertaire » ou la « journée spéciale » du 20 janvier « comprendre le Rojava ».

C'est dans ces principes et pratiques, d'un grand classicisme, de la pensée libertaire que l'on trouve en particulier l'idée d'une extension « par le bas » de la pratique d'auto-organisation et de démocratie directe, d'une « fédération de communes » dont l'« assemblée des assemblées » des Gilets Jaunes serait la préfiguration. Il faudrait toutefois se garder de faire de l'expérience de Commercy une simple mise en pratique d'un projet préexistant. D'une part, nous l'avons dit, tous les « intellectuels » du groupe ne se reconnaissent pas dans le projet libertaire de « Là qu'on vive ». Et, surtout, **s'ils apportent leurs idées, ces militants ont su « se fondre » dans le groupe et maîtriser l'art de l'« autolimitation »**, en évitant par exemple soigneusement de donner le sentiment que l'association « chapeaute » l'action des GJ. Leur langage est pour, une large part celui que les participants du groupe utilisent, ou, du moins, peuvent aisément comprendre et, pour une part du moins, s'approprier. Cette adaptation au « sens commun » du groupe peut prendre des formes surprenantes – on entend ainsi un militant libertaire, avec un riche passé d'extrême-gauche, mettre sur le même plan « les deux extrêmes », un leitmotiv du discours « apartidaire » des GJ, et plus généralement, de la doxa du « centrisme » régnant. Elle est néanmoins essentielle dans la construction de la légitimité de ces « intellectuels organiques » du groupe local, qui conditionne également de la capacité d'une partie d'entre eux de diffuser avec succès certaines des idées libertaires qui leur sont propres.

Nul « miracle » donc dans cette singularité du groupe commerzien des GJ mais le résultat d'un travail dans la durée et d'une « rencontre » réussie entre des acteurs « ordinaires » et des « intellectuels » disposant de « capitaux » militants et/ou culturel qui interagissent dialectiquement avec les premiers et parviennent ainsi à imprimer une orientation à l'action du groupe. Ce processus s'est opéré dans le cadre plus large d'un mouvement d'emblée marqué par la conjonction de l'urgence socio-économique (la question des « fins de mois ») et d'un haut niveau de confrontation, souvent violent, avec l'État qui marque le mouvement dans son ensemble. C'est dans ce croisement qu'il faut à notre sens chercher l'explication de ce qui différencie les GJ des autres mouvements « horizontaux » de la dernière période, et en particulier de Nuit Debout. Si l'initiative de Commercy a pu connaître un début de réalisation, c'est parce qu'elle a traduit, conjointement à d'autres, similaires mais de moindre

ampleur[5], un besoin largement partagé de fédérer les expériences, sans annuler leur caractère décentralisé. La première « assemblée des assemblées » a ainsi permis d'articuler une pratique de la démocratie « par en bas » à un contenu socio-économique susceptible d'être immédiatement compris et approprié par de larges secteurs sociaux.

Du local au national : vers un élargissement multisectoriel ?



Moment de vote des délégué.e.s à l'« assemblée des assemblées », Sorcy-Saint-Martin, 26 et 27 janvier 2019 © <http://mai68.org/spip2/spip.php?article3002>

L'examen de la dynamique interne du groupe commercial des GJ infirme l'idée d'une « spontanéité » à l'œuvre dans le projet d'une réunion nationale des groupes des GJ ; elle confirme, à l'inverse, ce que Sartre soulignait déjà à propos de l'expérience de Mai 68 en France : la « spontanéité » à proprement parler n'existe pas, *« il est seulement correct de parler de groupes, produits par les circonstances, qui se créent eux-mêmes au gré des situations et, en se créant, ne retrouvent pas on ne sait quelle spontanéité profonde, mais font l'expérience d'une condition spécifique sur la base de situations spécifiques d'exploitation et de revendications précises, expériences au cours de laquelle ils se pensent eux-mêmes de façon plus ou moins juste »*[6].

La démarche de l'« assemblée des assemblées », initiée par les deux appels des GJ de Commercy, représente, pour parler en termes sartriens, une tentative pour passer du « groupe en fusion », émergeant de la spécificité d'une situation, à un groupe constitué, lié par des procédures d'inclusion/exclusion, et prenant des décisions souveraines (le moment du « serment »)[7]. Cette montée en généralité s'avère nécessaire pour libérer le potentiel d'universel que portent les exigences mises en avant par les groupes disséminés, et pour être en mesure de faire face à l'adversaire commun. Elle comporte néanmoins le risque inhérent à toute forme d'institutionnalisation, celui de la confiscation de l'initiative venant d'en bas et de l'autonomisation des structures créées, de la rechute dans le « pratico-inerte » pour reprendre le terme sartrien[8]. Compte tenu de l'inspiration libertaire

qui guide ses initiateurs, nul hasard si la question qui a d'emblée dominé l'« assemblée des assemblées » des 26 et 27 janvier fût celle de son caractère « décisionnel », de sa légitimité à prendre des décisions, à trancher des débats, et même de la désirabilité d'avancer dans cette direction[9]. L'acceptation du principe de délégation (à raison de deux délégué.e.s par groupe de base) tel qu'il était énoncé par le deuxième appel de Commercy, même limité par le mandat impératif (dont on sait la valeur relative au cours d'un processus délibératif), combinée à la pratique du vote banalisée au sein du groupe commercial, constituait incontestablement un pas dans cette direction – qui le distingue en particulier du procéduralisme interminable qui a conduit à l'embourbement de Nuit Debout[10]. Il n'en reste pas moins qu'entre les délégué.e.s muni.e.s d'un mandat de l'assemblée de leur groupe et celles/ceux qui assistaient en observateurs, entre les participant.e.s qui étaient là simplement pour élargir leur cercle de contacts et celles/ceux qui souhaitaient une structuration plus avancée, aboutir à une base unificatrice et propulsive ne fût pas chose aisée.

Le point où s'est cristallisé le débat portait essentiellement sur la question de la rédaction d'une plateforme revendicative – autre point, notons-le, qui tranche avec le « on ne revendique rien » qui a dominé Nuit Debout, ou du moins son versant « citoyeniste ». L'élaboration d'un tel texte suppose, en effet, de faire un tri entre une multiplicité de propositions, de fixer des priorités, de choisir entre plusieurs formulations et versions possibles, ce qui en fait une affaire par excellence politique. La solution qui s'est dégagée fut celle, à mi-chemin des deux positions, d'un « appel » énonçant des grands principes et énumérant des revendications, mais évitant l'effet de clôture d'une liste arrêtée et d'une hiérarchisation stricte[11]. Cet appel devra être présenté aux assemblées générales des groupes qui ont participé à l'« assemblée des assemblées » de janvier. Pragmatique, et suffisante pour surmonter le risque d'un blocage du processus, cette solution a néanmoins un prix. Quand le « tour de France » de la mise en délibéré de l'appel sera achevé, il y a fort à parier que l'évolution de la situation, du fait notamment de tentatives parallèles de structuration (en particulier au niveau régional), fera apparaître l'appel de l'« assemblée des assemblées » comme déjà dépassé. Il en va de même de sa capacité à contrecarrer l'activité ininterrompue des « porte-paroles nationaux » (plus ou moins) autoproclamés lesquels, forts de l'acclamation obtenue dans les réseaux sociaux et de leur surface médiatique, ne s'embarrassent aucunement de procédures et de principes démocratiques. Un tel risque, pointée par plusieurs participant.e.s au cours des débats, paraît d'autant plus important que la prochaine « assemblée des assemblées » est annoncée pour début avril, soit plus de deux mois après la première – en partie du fait des difficultés que traverse le groupe de Saint-Nazaire qui a été désigné pour l'accueillir (litige sur le local, poursuites judiciaires à l'encontre de membres etc.)[12].

Pour le dire autrement, **étaler dans le temps, et disséminer dans l'espace, le moment de la prise de décision revient à annuler ce qui fait l'essence politique d'un processus constituant, à savoir sa capacité à opérer un choix qui permet d'intervenir dans la situation en proposant une orientation déterminée. Cette position « au milieu du gué » fait peser un doute sérieux sur l'impact que cet appel est susceptible d'avoir** au sein du mouvement. Le doute devient d'autant plus fort que la volonté exprimée, en particulier par l'équipe d'animation, au cours des débats de se constituer en « coordination nationale » n'a pu se concrétiser (le terme ne figure d'ailleurs pas dans l'appel), car sans doute jugée contraire au principe de non-subordination du local à toute instance supérieure[13], et que les ressources matérielles dont disposent les groupes locaux sont à l'évidence des plus limitées.

Le risque symétrique, mais non moins dommageable, de l'impuissance antipolitique du procéduralisme résidait cependant dans une politisation aussi superficielle que forcée, conséquence d'une emprise de militant.e.s organisé.e.s sur le processus. La difficulté se cristallisa autour du seul résultat tangible de l'assemblée, la rédaction du texte de l'appel. On connaît le tropisme militant qui consiste à faire preuve d'un « maximalisme revendicatif », visant à « radicaliser » le mouvement et à « clarifier » ses références politico-idéologiques. Si elle était venue à prévaloir, une telle logique aurait abouti à un texte dont la « radicalité » serait en proportion inverse de son ancrage dans les réalités, et, en particulier, dans la conscience des acteurs. Synonyme de coupure avec le mouvement réel, et de reproduction d'un « entre-soi » militant, un tel forçage « politiciste » ne pourrait que conduire à une forme d'impuissance aussi stérile que celle du « citoyenisme ». La

question de la légitimité décisionnelle de l'assemblée s'avère ainsi liée à une autre, plus difficile à trancher de façon précise mais non moins cruciale, à savoir celle de sa représentativité réelle. Avec environ 70 groupes représentés, il est clair que l'assise de l'« assemblée des assemblées » était réduite. De plus, comme les canaux de diffusion de l'appel le laissaient présager, le poids des militant.e.s politiques, organisé.e.s ou du moins riches d'expérience récente en la matière, était réel, du fait notamment de la participation d'une dizaine de groupes de la région parisienne. Le suivi des débats transmis en direct sur la page Facebook du groupe GJ de Commercy permettait de constater un réel décalage entre le langage d'une bonne partie des délégué.e.s et celui qui a cours dans les ronds-points et les assemblées de groupes locaux – à commencer par celui de Commercy.

Là encore l'appel a choisi une voie intermédiaire, en évitant des références trop « connotées » et minorisantes – par exemple au « capitalisme » – et en mettant, à l'inverse, l'accent sur des points susceptibles de rassembler largement. Est ainsi d'entrée de jeu dénoncée « cette société profondément violente, injuste et insupportable » ainsi que « la vie chère, la précarité et la misère »[14]. L'objectif central est « le partage des richesses » et la « fin des inégalités sociales ». Les « exigences » qui en découlent sont « *l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous* ». Relativisant cette présentation, qui aurait pu être extraite d'à peu près n'importe quelle plateforme de la gauche radicale, syndicale ou politique, le texte précise plus loin qu'« en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations ». S'ensuit une énumération très inclusive, à caractère principalement indicatif et sans ordre de priorité, des « *revendications et propositions stratégiques les plus débattues* », parmi lesquelles on trouve « *l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions (RIC, constituante, fin des privilèges des élus...), la transition écologique (...), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers...)* ».

Le texte trace également une ligne de démarcation qui porte sur l'identité du mouvement en précisant que ses participant.e.s ne sont « *ni racistes, ni sexistes, ni homophobes* ». Il appelle à la poursuite de la mobilisation, et plus particulièrement des « actes » hebdomadaires, des « *occupations des ronds-points* » et du « *blocage de l'économie* », ainsi qu'à « *construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février* », à travers notamment la formation de « *comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes* ». La répression étatique ainsi que le « grand débat national » sont vivement dénoncés. Le texte se conclut par un appel à la démission de Macron et par l'exclamation emblématique des GJ de Commercy « *vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple* ».

Au vu du résultat, on peut dire que **celles et ceux qui désiraient une « clarification » et l'introduction des « marqueurs » propres aux mouvements sociaux portés par la gauche politique et syndicale ont, dans une large mesure, obtenu gain de cause**. Une comparaison avec d'autres textes issus du mouvement est à cet égard assez instructive : la question des « taxes », et même le terme, pourtant omniprésent dans la parole « ordinaire » des GJ – y compris, pour ce que nous avons pu constater, dans le groupe commerçien – n'apparaît pas en tant que telle, seule est mentionnée la « justice fiscale ». L'autre revendication-phare du mouvement, le RIC, apparaît de façon relativement discrète, dans une parenthèse détaillant la « *transformation des institutions* », à côté de demandes bien moins répandues comme celle d'une assemblée constituante. À première vue, le texte ne fait sur ce point que suivre la synthèse des revendications de onze groupes locaux mise à la disposition des participant.e.s lors de l'ouverture de l'assemblée[15]. Dans celle-ci, le RIC venait, certes, en tête des revendications en termes d'occurrences dans les cahiers ou les remontées des groupes locaux, mais son niveau d'approbation était, dans la catégorie « gouvernance », égal à celui de la demande pour une 6^e République (ou « une nouvelle constitution ») et inférieur à celui des cinq revendications en tête dans la catégorie « social/économie », soit (dans l'ordre) une meilleure

répartition des richesses, le rétablissement de l'ISF, la lutte contre l'évasion fiscale, la garantie de revenus décents pour tous et la justice fiscale.

Or, toutes les enquêtes le confirment, en particulier celle conduite par les chercheurs de Sciences Po Grenoble, qui porte sur l'échantillon le plus large parmi celles actuellement disponibles (300 groupes Facebook, 1455 questionnaires exploités)[16], la question des inégalités, de la pauvreté et du « pouvoir d'achat », et la demande de redistribution qui en découle, sont au cœur des préoccupations des GJ, devant celle des « impôts et des taxes »[17]. Selon cette même enquête, si le rejet des élites politiques et l'exigence d'une véritable souveraineté populaire font l'unanimité, les demandes de transformation institutionnelle, qui donnent lieu à la « *classe de discours la plus sophistiquée sur le plan lexical* », apparaît surtout comme « *le fait des 'gilets jaunes' les moins précaires, les plus diplômés, les plus intéressés par la politique, les plus actifs dans le mouvement et qui se situent très à gauche* », une composante elle-même minoritaire parmi l'ensemble de l'échantillon, composé à 74% de personnes en situation de précarité et refusant de se situer sur l'axe gauche-droite pour 60% d'entre elles. Il se pourrait donc que ces différences – sur fond de large convergence – dans le poids respectif accordé aux revendications « socio-économiques » et celles de « transformation institutionnelle » corresponde à une tension entre des sensibilités, pour schématiser : « sociale » et « politico-institutionnelle », qui n'est pas sans rappeler celle entre les pôles « citoyeniste » et « convergence des luttes » de Nuit debout.

Un point qui mérite une analyse spécifique est celui des démarcations identitaires mises en avant par ce texte (« *ni raciste, ni sexiste, ni homophobe* »), ou de demandes comme la « *fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers* », peu présentes dans le mouvement, y compris de la synthèse des revendications soumise à l'« assemblée des assemblées ». Outre la question du langage dans lequel elles sont formulées, peu compréhensible au-delà d'un public politisé et/ou familiarisé avec le discours « savantes », elles renvoient à la « francité » ostensiblement portée par le mouvement dès son émergence. Le « peuple » des GJ se définit comme un peuple « national », constituée de « Français » et de « citoyens ». Si ses revendications se focalisent sur des questions socio-économiques et de changement institutionnel, n'accordant qu'une place marginale aux questions touchant à l'agenda raciste et islamophobe (« l'immigration », « l'islam » etc.), les opinions anti-immigrés semblent largement partagées en son sein, comme elles le sont dans le corps social dans son ensemble. Leur intensité s'avère en proportion inverse de l'importance accordée à la question de l'injustice sociale, ce qui recoupe ce que l'on sait des motivations du vote en faveur de l'extrême-droite, dont l'électorat constitue une composante significative des participants du mouvement[18].

La dynamique de la mobilisation est à cet égard incontestablement positive, sans pour autant lever l'ambivalence inhérente à la revendication de « francité » d'un mouvement dont l'identité symbolique s'est d'emblée nouée autour du drapeau tricolore et de la Marseillaise – l'exclusion de toute référence à l'histoire des luttes ouvrières. D'un côté, on peut avec Nicolas Duvoux, penser que « *ce mouvement a aussi fait réémerger la frontière principale entre le « eux » des élites et le « nous » du peuple. La stigmatisation des assistés ou des immigrés s'est peu fait entendre sur les barrages, comme si la conscience de classe se réunifiait. La question est désormais de voir si les tensions internes entre les segments les plus stables et les assistés, apparues ces dernières années, vont reprendre le dessus ou si un bloc populaire unifié face aux élites va se reconstituer* »[19]. Cette possibilité, aussi fragile puisse-t-elle paraître actuellement, aura suffi à susciter la peur des élites en question, qui ont immédiatement contre-attaqué en introduisant, dès le discours du 10 décembre de Macron, les thèmes de « l'identité » et de l'« immigration », mots-clés (avec la « laïcité ») de la racisation de l'agenda politique en France.

Il convient sur ce point de souligner les liens étroits entre la question de la stigmatisation raciale et celle qui cible les « assistés » et les « cas soc' ». Bien entendu, ces dernier.e.s peuvent ne pas appartenir aux groupes racisés. Néanmoins, la stigmatisation dont ils/elles font l'objet comporte une coloration racisante qui n'a pas échappé à Olivier Schwartz, dont l'analyse de la « conscience triangulaire » des classes populaires confrontées à l'angoisse du déclassement et au creusement du gouffre qui les sépare du monde des dominants est souvent citée pour rendre compte du phénomène :

« Leur représentation, leur conscience du monde social était non pas bipolaire, mais triangulaire : ils avaient le sentiment d'être non pas seulement soumis à une pression venant du haut, mais aussi à une pression venant du bas, venant de plus bas qu'eux. Cette pression venant du bas, c'est par exemple l'idée qu'il y a trop de chômeurs qui non seulement n'ont pas d'emploi mais qui n'en cherchent pas, qui vivent du RMI ou des aides sociales, qui se dispensent par conséquent de chercher du travail, et qui peuvent s'en dispenser parce que d'autres paient des impôts pour eux : d'autres qui, eux, travaillent, parmi lesquels, bien sûr, les conducteurs de bus. Ou encore, ce peut être l'idée que dans certaines familles immigrées, on vit sans travailler, grâce aux allocations, c'est-à-dire grâce à des aides sociales qui, là encore, sont financées par ceux qui travaillent et grâce à leurs impôts »[20]. Nulle spécificité française à cela : on sait comment, aux États-Unis, s'est mise en place, à partir des années 1960, une stigmatisation en termes à la fois de race et de genre des bénéficiaires des programmes sociaux, qui a atteint son point culminant avec la dénonciation des « welfare queen » – terme codé visant les mères célibataires Afro-américaines, par Ronald Reagan et le parti Républicain[21].

Inhérente à la condition de subalternité sociale, cette « conscience triangulaire » s'est accentuée sous l'effet de la déstabilisation/fragmentation de la classe travailleuse, du retrait des services publics et de la remise en cause de l'universalité des droits sociaux au profit de politiques visant des catégoriques spécifiques et augmentant les effets de mise en concurrence internes aux couches populaires. Sa prégnance au sein du « sens commun » des classes populaires est l'un des ressorts essentiels de la montée de la « colère contre l'impôt », celles et ceux qui vivent de leur travail pensant bénéficier de moins en moins de ses retombées[22]. Pour les mêmes raisons, **cette colère, captée et alimentée tout à la fois par le discours néolibéral dirigé contre l'Etat social, acquiert aisément une coloration racisante.** La centralité des revendications sociales et les effets unificateurs propres à l'implication dans l'action collective peuvent donc contribuer puissamment à en contre-carrer les effets. Reste toutefois que, dans ces conditions, la fracture raciale qui affecte les classes travailleuses et populaires ne peut être nommée, et donc thématisée en tant que telle, sauf bien entendu par le discours de la stigmatisation raciste. La nécessité de tenir ce dernier à distance, indispensable pour la cohésion d'un mouvement qui vise tout à la fois à rassembler et à refouler tout dissensus, conduit ainsi à maintenir cette question dans un « hors-champ » soigneusement entretenu. Cette position est inhérente à **l'injonction de « francité » qui marque l'identité des GJ : celle-ci agit à la fois comme un vecteur d'inclusion – sur le mode « républicain » : tout le monde derrière le drapeau national « sans distinction de race et de religion » – mais aussi, et pour les mêmes raisons, d'exclusion.** Elle occulte d'une part l'invisibilisation des non-nationaux, exclue.e.s d'office même s'ils/elles font partie intégrante des classes travailleuses, et en particulier des catégories ouvrières[23], mais aussi, de l'autre, qu'à l'aune théoriquement égalisatrice de la « francité », certains « nationaux » (les « Blancs », les non-musulmans) s'avèrent plus « Français » que d'autres.

Pour le dire dans les termes de la « citoyenneté » chère au discours des GJ, ce qui est rejeté dans l'invisibilité est le fait que si le système politique actuel écarte de la représentation politique les « petits », le « peuple d'en bas », il exclut d'une façon plus radicale encore celles et ceux dont il conteste la « francité », et qu'il place de la sorte dans une sous-citoyenneté permanente, - et qui appartiennent par ailleurs de façon écrasante à ce même monde social « d'en bas ». Dès lors, la faible présence des « quartiers populaires », c'est-à-dire des « non-Blancs », ne peut être uniquement attribuée à la concentration de ces derniers dans des aires urbaines métropolitaines peu touchées par le mouvement. Elle renvoie également au fait, pour les catégories racisées, du fait de l'incessante remise en cause de leur « francité », la reconnaissance dans le « sens commun » et les « marqueurs » symboliques nationaux de l'acteur GJ ne vont pas sans poser problème – ce qui constitue sans doute l'un des facteurs qui expliquent la non-extension du mouvement dans les quartiers populaires des grandes agglomérations urbaines.

Pour revenir à l'appel de Commercy, en délimitant l'identité des GJ du racisme – mais aussi du sexisme et de l'homophobie – et **en revendiquant la prise en compte des « zones grises » de la « francité » (« quartiers populaires » et « outre-mer »), ce texte met le doigt sur un point sensible, plus exactement : un refoulé, du mouvement des GJ, qui touche à son identité même.**

Ce faisant il prend un risque certain, mais il lance également un pari dont la réussite est essentielle à la reconstitution d'un nous véritablement unificateur des classes travailleuses et populaires.

Lire [la suite de ce billet](#).

[1]Lors de l'AG à laquelle nous avons assisté, l'insistance de plusieurs participants à se battre pour préserver le lieu, et la durée de la discussion sur ce point, a suscité une intervention forte mettant en avant la nécessité de porter les revendications et de ne pas faire de la cabane le but de l'action. Cette intervention a semblé recueillir un large assentiment.

[2]Cf. la vidéo du débat avec les animateurs du groupe des GJ de Commercy ; cf. également : Raphaël Challier, « 'Engagez-vous', qu'ils disaient : des discours politiques populistes aux expériences militantes populaires », *Lien social et Politiques*, (74), 171–185. doi.org/10.7202/1034070ar

[3]facebook.com/Laquonvive/.

[4]Pierre Bance, « À propos de l'appel des gilets jaunes de Commercy », *Autrefutur.net*, 3 décembre 2018, autrefutur.net/A-propos-de-l-appel-des-gilets-jaunes-de-Commercy?fbclid=IwAR1t1ET609ceey-YhMSQyaJMCKFIhRXjWvrzHehFT1-7... Cf. également Tony Le Pennec, « A Commercy, des Gilets Jaunes pour le 'communalisme libertaire' », *Arrêt sur images*, 5 janvier 2019, arretsurimages.net/articles/a-commercy-des-gilets-jaunes-pour-le-communalisme-libertaire.

[5]Des assemblées régionales de groupes de GJ se sont jusqu'à tenues dans de nombreuses villes, notamment à Toulouse, Carmaux, Lille, Rennes, en Ile de France etc.

[6]« Masses, spontanéité, parti. Discussion entre Sartre et la direction d'*Il Manifesto* » (27 août 1969), in *Il Manifesto. Analyses et thèses de la nouvelle extrême-gauche italienne*, Paris, Seuil, 1971, p. 300.

[7]Un « compte-rendu complet » des débats de l' « assemblée des assemblées » des 26 et 27 janvier est disponible sur le site *Vive la Révolution* : mai68.org/spip2/IMG/pdf/Compte-rendu-complet-AG-des-AG-Gilets-Jaunes-Commercy-26-27janvier2019.pdf

[8]Cf. les remarques de Sophie Wahnich, qui reprend également la problématique de Sartre, dans son texte « De la fusion, de l'incertitude et du pari », *Libération*, 2 janvier 2019, liberation.fr/debats/2019/01/02/de-la-fusion-de-l-incertitude-et-du-pari_1700744

[9]Pour une vue d'ensemble des débats cf. les comptes-rendus de Lucie Delaporte, « GJ : à Commercy, l' 'AG des AG' remporte un succès d'affluence », *Mediapart*, 28 janvier 2019, mediapart.fr/journal/france/270119/gilets-jaunes-commercy-l-ag-des-ag-remporte-un-succes-daffluence/commentaires; Pascal Hennequin et Hervé Kempf, « Près de Commercy, l'assemblée des GJ refonde la démocratie », *Reporterre*, 28 janvier 2019,

reporterre.net/Pres-de-Commercy-l-assemblee-des-Gilets-jaunes-refonde-la-democratie ; Guillaume Kremmp et Khedidja Zerouali, « A Commercy, le modèle des GJ meusiens érigé en exemple national », *Libération*, 26 janvier 2019, liberation.fr/france/2019/01/26/a-commercy-le-modele-des-gilets-jaunes-meusiens-erige-en-exemple-national_1705632; Khedidja Zerouali, « GJ : à Commercy l'AG des AG », *Libération*, 27 janvier 2019, liberation.fr/france/2019/01/27/gilets-jaunes-a-commercy-l-ag-des-ag_1705755.

[10]Cf. les textes rassemblés dans le n° 691 des *Temps modernes*(novembre-décembre 2016), notamment ceux de Valérie Gérard, Mathieu-Hô Simonpoli, d'Alexis Cukier et Davide Gallo Lassere, et de Patrice Maniglier. Sur la discussion de la « commission démocratie » de Nuit débout et le débat

sur le « processus de vote », cf. plus particulièrement les remarques de Patrice Maniglier, « Nuit debout : une expérience de pensée », *ibid.*, p. 249-257.

[11]Voici comment au cours du débat, l'équipe d'animation a synthétisé les options possibles : « Il y a une proposition intermédiaire : y'a pleins de points pas tranchés, toutes les remontées ne sont pas faites, c'est un processus en cours, des premières remontées dont nous disposons telle ou telle tendance se dégage.

Il y a plusieurs options. Sur la question des revendications : soit un sondage avec la publication de quelque chose à la clé, soit ne rien faire du tout. Sur la question de la souveraineté de cette AG pour faire sortir quelque chose, il faudrait également voter sur cette question. (...)

La troisième voie intermédiaire peut aussi être votée. Si j'ai bien compris les options : soit on ne ressort rien de l'assemblée et on renvoie vers les assemblées locales avant validation ultérieure. Deuxième option : on identifie les points forts des grandes thématiques en disant qu'ils font consensus. Troisième option : on dit qu'il nous faut encore du temps pour le travail du terrain mais que de premières tendances se dégagent. J'oublie peut-être des options », Compte-rendu complet de l' « AG des AG » des GJ », *loc. cit.*, p. 32.

[12]Cf. L'appel de la maison du peuple de Saint-Nazaire pour une deuxième « assemblée des assemblées », [youtube.com/watch?v=LkYax8KJGnQ](https://www.youtube.com/watch?v=LkYax8KJGnQ)

[13]L'appel contient simplement l'interjection « Fédérons-nous pour transformer la société ! ». Cette référence fort vague à l'idée de fédération, un grand classique de la tradition libertaire, est à mettre en relation avec la « synthèse » présentée par le groupe de travail chargé du thème « comment s'organiser localement au-delà des ronds-points ? » : « Dans le souci de soutenir les organisations locales, souveraines par la démocratie directe, non subordonnée à un étage de coordination supérieur, il paraît nécessaire de s'appropriier des lieux physiques pour faire vivre cette démocratie locale afin de réunir et de mettre en commun les conditions de l'autonomie matérielle, organisationnelle et juridictionnelle. Ces lieux, inspirés par exemple de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire, s'ils sont reliés entre eux, peuvent être l'endroit des rencontres, de l'expression et de la fédération de la population locale et inter-locale du mouvement », « Compte-rendu complet... », *loc. cit.*, p. 59.

^[14]« Appel de la première 'assemblée des assemblées' des Gilets jaunes », *Reporterre*, 27 janvier 2019, reporterre.net/Appel-de-la-premiere-assemblee-des-assemblees-des-Gilets-jaunes.

[15]fr.scribd.com/document/398246816/Synthese-Des-Revendications-Des-Groupes-Locaux-AdA-GJ-Commercy-26-27-Janvier-2019

[16]Tristan Guerra, Frédéric Gonthier, Chloé Alexandre, Florent Gougou et Simon Persico, « Qui sont vraiment les GJ ? Les résultats d'une étude sociologique », *Le Monde*, 26 janvier 2019.

[17]« Les inégalités (26 %), le pouvoir d'achat (25 %) et la pauvreté (14 %) arrivent en tête des quatorze enjeux importants pour la France proposés dans le questionnaire, suivis par les impôts et les taxes (11 %). Elle explique aussi le fort sentiment de colère vis-à-vis des « différences entre les riches et les pauvres », mesuré par une note moyenne de 7,7 sur une échelle de 0 à 10. On ne sera pas davantage surpris par l'adhésion massive à l'idée que 'pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres' (87 %, environ 20 points de plus que les Français). L'expérience d'une même situation de travailleur précaire, combinée avec un rejet des

inégalités et une demande de redistribution très consensuels, tisse la cohésion du mouvement », *ibid.*

[18]Cf. les remarques des auteurs de l'enquête précédemment citée menée sur un large échantillon de participants de groupes Facebook du mouvement : « Le thème de l'immigration est absent des

revendications des « gilets jaunes ». Même si près de six sur dix pensent qu'« *il y a trop d'immigration en France* », cette opinion est tout aussi répandue dans la population française. Les plus opposés à l'immigration sont ceux qui s'intéressent le moins à la politique et, dans une moindre mesure, les plus précaires. Le rejet de l'immigration est aussi très net parmi les « gilets jaunes » préoccupés par les questions fiscales et le pouvoir d'achat. Ceux qui jugent prioritaires les questions de pauvreté ou d'inégalités y sont beaucoup moins hostiles », « Qui sont vraiment les GJ ? Les résultats d'une étude sociologique », *art. cit.*

[19] Nicolas Duvoux, « Gilets jaunes » : « La perspective d'une réunification d'un bloc populaire inquiète les politiques », *Le Monde*, 7 février 2019, [lemonde.fr/politique/article/2019/02/07/gilets-jaunes-la-perspective-d-une-reunification-d-un-bloc-populaire-inquiete-les-politiques_5420417_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/02/07/gilets-jaunes-la-perspective-d-une-reunification-d-un-bloc-populaire-inquiete-les-politiques_5420417_823448.html).

[20] Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », laviedesidees.fr/, 22 septembre 2009.

[21] Cf. Premilla Nadasen, « From Widow to 'Welfare Queen' : Welfare and the Politics of Race », *Black Women, Gender + Families*, vol. 1, n° 2, 2007, p. 52-77.

[22] Cf. Alexis Spire, « Aux sources de la colère contre l'impôt », *Le Monde diplomatique*, décembre 2018, monde-diplomatique.fr/2018/12/SPIRE/59371.

[23] Rappelons ici, le déplacement vers la catégorie de « migrant » ayant fait passer au second plan la figure du « travailleur immigré », que, selon l'INSEE, les « étrangers » (i.e. les non-nationaux) constituent 10% de la catégorie « ouvriers », et 6,3% des « employé.e.s », la part des « immigré.e.s » (définition retenue : personne née à l'étranger de parents étrangers, titulaire ou non de la nationalité française) étant respectivement de 14,3% et 10,5%. Source Insee – tableaux de l'économie française 2018 insee.fr/fr/statistiques/3303358?sommaire=3353488